

Jugement

Commercial

N°123/2018

Du 07/08/2018

Contradictoire

**HAPP'EVENT
SA**

c /

**MAMADOU
MALLAM
KATCHELLA
MOUSTAPHA**

PAR CES MOTIFS :

Statuant publiquement
contradictoirement à l'égard
de MAMADOU MALLAM
KATCHELLA, par défaut à
l'égard de HAPP'EVENT SA,
en matière commerciale et en
dernier ressort ;

En la forme :

Rejette la demande de
radiation de l'instance
introduite par
HAPP'EVENT SA ;

Reçoit, HAPP'EVENT en son
action, conforme à la loi ;

Reçoit la demande
reconventionnelle de
MAMADOU MALLAM
KATCHELLA, conforme à la
loi ;

Au fond :

Constate que HAPP'EVENT SA
a produit un film
institutionnel et un tournage
de scène supplémentaire au
profit de BSIC NIGER en
association avec MAMADOU
MALLAM KATCHELLA en
qualité de réalisateur

Constate qu'il est prévu pour
la réalisation les sommes
respectives de 800.000 F CFA
dans la facture n°
2018/02/01 de HAPP'EVENT
correspondant à la production
du film institutionnel de 2 de
minutes en full HD et 200.000 F
CFA dans la facture pro-forma
de HAPP'EVENT SA pour le
tournage des scènes
supplémentaires ;

Dit que ces montants d'une
valeur totale de 1.000.000 F
CFA reviennent de droit au
réalisateur MAMADOU
MALLAM KATCHELLA en

**REPUBLIQUE DU NIGER
COUR D'APPEL DE NIAMEY
TRIBUNAL DE COMMERCE DE NIAMEY**

AUDIENCE PUBLIQUE DE VACATION DU 07 AOUT 2018

Le Tribunal en son audience de vacation du Sept Août Deux mil Dix Huit en laquelle siégeait Monsieur **ZAKARIAOU SEIBOU DAOUDA, Président**, juge professionnel unique conformément à l'article 27 (*nouveau*) de la loi 2015-08 du 10 avril 2015, fixant l'organisation, la compétence, la procédure à suivre et le fonctionnement des tribunaux de commerce en République du Niger avec l'assistance de **Madame CISSE SALAMATOU MAHAMADOU, Greffière** dudit Tribunal, a rendu le jugement dont la teneur suit :

Entre

HAPP'EVENT SA ayant son siège social à NIAMEY KOARA KANO, rue KK 114, villa n°127, Niamey-Niger, BP : 10503, représenté par sa Directrice Mme CLAUDIA, tél. 99 65 28 28/ 80 65 28 28, se défendant personnellement ;

Demanderesse d'une part :

Et

MAMADOU MALLAM KATCHELLA MOUSTAPHA, demeurant à Niamey, tél. : 90 47 61 84, se défendant personnellement ;

Défendeur d'autre part :

LE TRIBUNAL

Attendu que par exploit en date du 05 juin 2018 de Maître NANA HADIZA Koba, Huissier de Justice à Niamey, **HAPP'EVENT SA** ayant son siège social à NIAMEY KOARA KANO, rue KK 114, villa n°127, Niamey-Niger, BP : 10503, représenté par sa Directrice Mme CLAUDIA, tél. 99 65 28 28/ 80 65 28 28, se défendant personnellement a assigné **MAMADOU MALLAM KATCHELLA MOUSTAPHA**, demeurant à Niamey, tél. : 90 47 61 84, se défendant personnellement, à l'effet de s'entendre :

- *Prononcer que la réalisation du film institutionnel a été faite sous la bannière de HAPP'EVENT SA ;*
- *Dire que ces compétences ont été utilisées dans le cadre de son stage pour parfaire sa formation ;*

qualité d'associé ;

Condamne HAPP'EVENT SA à verser ledit montant à MAMADOU MALLAM KATCHELLA ;

Condamne HAPP'EVENT aux dépens ;
Notifie aux parties, qu'elles disposent d'un (1) mois pour faire pourvoi contre la présente décision devant la cour de cassation à compter de sa signification à HAPP'EVENT SA et de son prononcé pour MAMADOU MALLAM KATCHELLA , par dépôt d'acte de pourvoi au greffe du tribunal de commerce de Niamey.

- *Dire qu'il n'est pas le porteur principal de l'affaire ;*
- *Egalement dire que le montant du chèque (150.000 F) représente sa prime pour sa participation à la réalisation du film ;*
- *Condamner aux dépens ;*

EXPOSE DU LITIGE :

FAITS ET PROCEDURE

Attendu qu'il résulte des pièces de la procédure ainsi que des dépositions orales à la barre du défendeur à l'instance que courant mois de février 2018, un film institutionnel de 2 minutes en full HD et le tournage d'une scène supplémentaire au profit BSIC NIGER ont été réalisés à la demande de l'agence de communication SIXIEME SENS ;

La double réalisation a été effectuée par les moyens de la société HAPP'EVENT SA, en collaboration avec MAMADOU MALLAM KATCHELLA MOUSTAPHA, stagiaire dans ladite société ;

Après livraison des commandes, un chèque de 150.000 F CFA a été remis à ce dernier par la Directrice de HAPP'EVENT comme sa part de prime à sa participation aux deux réalisations ;

Considérant le caractère dérisoire de ce montant, le chèque a été refusé par MAMADOU MALLAM KATCHELLA MOUSTAPHA qui réclame la somme de 1.249.000 F CFA représentant à la moitié de 2.498.000 F CFA comme bénéfice réalisé au titre des deux contrats ;

Les difficultés d'appréciation entre les deux parties notamment par rapport au statut de MAMADOU MALLAM KATCHELLA MOUSTAPHA dans les deux contrats et les intéressements auxquels il a droit ont conduit HAPP'EVENT SA à introduire la présente instance ;

Le dossier a été enrôlé pour l'audience de tentative de conciliation du 12/06/2018 où l'échec de conciliation a été constaté ;

Constatant que le dossier n'était pas en état de recevoir jugement, le tribunal a renvoyé les parties devant le juge de la mise en état qui, le 26/06/2018, après avoir constaté la carence de la demanderesse a renvoyé les parties et la cause à l'audience des plaidoiries du 17/07/2018;

Avant cette audience HAPP'EVENT SA a, par lettre du 10/07/2018 demandé que l'affaire soit radiée du rôle pour désistement d'instance parce qu'elle quittait définitivement Niamey et qu'elle ne pourra pas assister à l'audience ;

Arrivée la date des plaidoiries, MAMADOU MALLAM KATCHELLA MOUSTAPHA, défendeur dans la cause introduit une demande reconventionnelle en même temps dit s'opposer à la demande de radiation pour désistement faite par HAPP'EVENT SA ;

Il convient de rappeler que l'article 324 du code de procédure civile

prévoit que « le demandeur peut en toute matière se désister de sa demande en vue de mettre fin à l'instance. Le désistement d'instance n'emporte pas renonciation à l'action, mais seulement extinction de l'instance. » ;

L'article 325 quant à lui dispose que « Le désistement n'est parfait que par l'acceptation du défendeur. Toutefois, cette acceptation n'est pas nécessaire si le défendeur n'a présenté aucune défense au fond ou fin de non-recevoir au moment où le demandeur se désiste » ;

L'article 326 dit que « le désistement d'instance est exprès ou implicite, il en est de même de l'acceptation.

Le juge déclare le désistement parfait, si la non acceptation du défendeur ne se fonde sur aucun motif légitime » ;

Il est constant que lors de l'étape de la tentative de conciliation de cette procédure initiée par HAPP'EVENT SA pour solliciter au tribunal de lui reconnaître ne rien devoir à MAMADOU MALLAM KATCHELLA MOUSTAPHA ;

Voulant tirer avantage de cette instance, celui-ci a déclaré maintenir ses réclamations portant sur la somme de 1.249.000 F CFA qu'il dit être le montant auquel il avait droit à l'issue de l'exécution des deux contrats au profit de BSIC NIGER ;

Il réitère cette demande reconventionnelle à la barre de l'audience et à travers un mémoire en défense tout en s'opposant à cette demande de radiation pour désistement d'instance formulée par HAPP'EVENT SA ;

En application des dispositions citées précédemment, il y a lieu de rejeter cette demande de radiation et examiner la demande reconventionnelle de MAMADOU MALLAM KATCHELLA MOUSTAPHA ;

PRETENSIONS ET MOYENS DES PARTIES :

A l'appui de ses prétentions HAPP'EVENT SA explique sommairement avoir été contacté par Sixième Sens en vue de la production d'un film institutionnel et le tournage d'une scène supplémentaire sous la réalisation effective d'une société française dénommée OVERWORLD Agency ;

C'est ainsi qu'elle a associé MAMADOU MALLAM KATCHELLA MOUSTAPHA, qui était stagiaire en son sein, à l'effet de lui permettre d'acquérir de connaissances supplémentaires ;

A la fin des deux tournages, poursuit-elle, la Directrice avait remis un chèque de 150.000 F CFA à MAMADOU MALLAM KATCHELLA MOUSTAPHA, qui est déjà salarié mensuel à hauteur de 50.000 F CFA, en contrepartie de ses prestations dans le cadre desdites réalisations, chèque qu'il a rejeté sous prétexte que le montant était

dérisoire ;

S'insurgeant contre ces propos, MAMADOU MALLAM KATCHELLA MOUSTAPHA estime que contrairement à ce qu'affirme HAPP'EVENT SA, il a personnellement été directement contacté par la responsable financière de Sixième Sens par E-mail, lequel savait déjà qu'il pratiquait cette activité en dehors de son emploi à HAPP'EVENT SA, suite auquel un devis lui a été demandé pour la réalisation d'un film institutionnel ;

Il souligne que c'est seulement lorsqu'il lui a été demandé de régulariser sa situation après avoir fait un devis qui lui a été demandé pour le film institutionnel et avant l'envoi de la facture pro-forma qu'il s'est associé avec la Directrice Générale de HAPP'EVENT SA en empruntant son Numéro d'Identité Fiscale (NIF) en contrepartie d'une part de bénéfice à réaliser ;

Il explique que si le paiement des deux réalisations a été fait à HAPP'EVENT SA, c'est simplement parce que les factures des deux documents ont été faites sur la base du NIF de celle-ci ;

Pour ce qui est de son poste à HAPP'EVENT SA, MAMADOU MALLAM KATCHELLA MOUSTAPHA précise qu'il a été embauché pour le poste de Responsable Multimédia, Produits et Service en raison de ses compétences en infographie et en bureautique internet et non pour une production audiovisuelle, domaine dans lequel n'évolue pas la société ;

C'est pourquoi soutient-il qu'il n'a pas été associé rien que pour être formé davantage par OVERWORLD Agency auprès de laquelle HAPP'EVENT SA dit avoir commandé les deux réalisations, mais parce cette dernière est juste chargée d'assurer le bon fonctionnement du tournage qu'il est sensé réaliser ;

C'est dans ces mêmes conditions que se sont déroulées les scènes supplémentaires commandées par BSIC NIGER SA et les deux devis d'un montant respectif de 3.570.000 F CFA et 952.000 F CFA ont été envoyées à Sixième Sens ;

Aussi, se plaint-il, après avoir reçu paiement des deux factures respectivement de 3.570.000 F CFA et 952.000 F CFA de Sixième Sens, et alors que le bénéfice réalisé au titre des deux opérations était de 2.498.000 F CFA à répartir entre HAPP'EVENT et lui, la Directrice de cette dernière lui tend un chèque de 150.000 F CFA comme part de participation ;

Il fait remarquer qu'OVERWORLD Agency qui a été commandée pour superviser les productions ne l'a pas été par HAPP'EVENT SA mais par Sixième Sens qui a payé la facture de la prestation de celle-là ;

C'est pourquoi, demande-t-il de condamner HAPP'EVENT SA à lui payer la somme de 1.249.000 F CFA à titre de sa collaboration en tant que réalisateur des deux productions ;

sur ce,

EN LA FORME :

Attendu que l'action de HAPP'EVENT SA a été introduite dans les formes et délais prescrits par la loi ;

Qu'il y a lieu de la recevoir, en la forme ;

Attendu que depuis la tentative de conciliation, HAPP'EVENT SA ne s'est jamais présentée dans la procédure tant devant le juge de la mise en état qu'à la barre du tribunal ;

Qu'il y a lieu de statuer par défaut à son égard ;

Attendu, par contre, que MAMADOU MALLAM KATCHELLA MOUSTAPHA s'est présenté à toutes les étapes de la procédure ;

Qu'il y a lieu de statuer contradictoirement à son égard ;

Attendu que la demande reconventionnelle de MAMADOU MALLAM KATCHELLA MOUSTAPHA a été introduite conformément à la loi ;

Qu'il y a lieu de la recevoir, en la forme ;

AU FOND

Attendu que HAPP'EVENT SA sollicite de prononcer que la réalisation du film institutionnel a été faite sous la bannière de HAPP'EVENT SA et que MAMADOU MALLAM KATCHELLA MOUSTAPHA n'a été sollicité que dans le cadre de son stage pour parfaire sa formation et qu'il n'est pas porteur principal de l'affaire ;

Attendu, une part, qu'il est constant que HAPP'EVENT SA ne fait pas de réalisation et cela se démontre par le fait que Sixième Sens ait contacté une autre société pour superviser les réalisations ;

qui sont dans ce cas effectivement faits par MAMADOU MALLAM KATCHELLA MOUSTAPHA ;

que d'autre part, les documents versés dans le dossier notamment les mails échangés entre MAMADOU MALLAM KATCHELLA MOUSTAPHA et NAOMI FOKO le 08/02/2018, d'un côté entre lui et Clarice de l'autre démontrent non seulement que c'est MAMADOU MALLAM KATCHELLA MOUSTAPHA, lequel est auteur du montage financier, qui est le porteur des deux projets mais aussi qu'il n'a dû faire usage du NIF de HAPP'EVENT SA que pour régulariser la situation financière ;

Qu'il est évident au regard de ce qui précède que tant les contrats que leur réalisation sont au nom de MAMADOU MALLAM KATCHELLA MOUSTAPHA mais exécuté avec le concours de HAPP'EVENT SA qui dispose des moyens effectifs pour la production ;

Qu'en plus en remettant un chèque de 150.000 F CFA à MAMADOU MALLAM KATCHELLA MOUSTAPHA alors que HAPP'EVENT savait que dernier est salarié et ne devait pas prétendre à autre rémunération pour une activité exclusive de la société en dehors de son salaire de fin de mois, HAPP'EVENT reconnaît de manière tacite que celui-ci n'a pas été associé, comme elle le dit, rien que pour sa formation mais plutôt qu'en tant que réalisateur, activité indépendante de celle qu'il exerce dans la société ;

Qu'aussi, même s'il n'existe pas de contrat formel entre HAPP'EVENT SA et MAMADOU MALLAM KATCHELLA MOUSTAPHA pour un partage des bénéfices générés au regard des rôles joués par les deux parties et notamment en raison du terme "d'associé" utilisé par HAPP'EVENT SA dans son assignation, il est clair que les frais destinés aux réalisations doivent revenir à ce dernier qui en est leur auteur sous la supervision de OVERWORLD Agency ;

Attendu que les frais destinés à la rémunération du réalisateur sont de respectivement de 800.000 F CFA pour le film institutionnel et de 200.000 F CFA pour le tournage supplémentaire soit au total la somme de 1.000.000 F CFA ;

Qu'il convienne de condamner HAPP'EVENT SA à verser à MAMADOU MALLAM KATCHELLA MOUSTAPHA ledit montant ;

SUR LES DEPENS :

Attendu que HAPP'EVENT SA doit être condamnée aux dépens ;

PAR CES MOTIFS :

Statuant publiquement contradictoirement à l'égard de MAMADOU MALLAM KATCHELLA, par défaut à l'égard de HAPP'EVENT SA, en matière commerciale et en dernier ressort ;

En la forme :

- **Rejette la demande de radiation de l'instance introduite par HAPP'EVENT SA ;**
- **Reçoit, HAPP'EVENT en son action, conforme à la loi ;**
- **Reçoit la demande reconventionnelle de MAMADOU MALLAM KATCHELLA, conforme à la loi ;**

Au fond :

- **Constate que HAPP'EVENT SA a produit un film institutionnel et un tournage de scène supplémentaire au profit de BSIC NIGER en association avec MAMADOU MALLAM KATCHELLA en qualité de réalisateur**
- **Constate qu'il est prévu pour la réalisation les sommes respectives de 800.000 F CFA dans la facture n° 2018/02/01 de HAPP'EVENT correspondant à la production du film institutionnel de 2 de minutes en full HD et 200.000 F CFA dans la facture pro-forma de HAPP'EVENT SA pour le**

	<p>tournage des scènes supplémentaires ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Dit que ces montants d'une valeur totale de 1.000.000 F CFA reviennent de droit au réalisateur MAMADOU MALLAM KATCHELLA en qualité d'associé ; - Condamne HAPP'EVENT SA à verser ledit montant à MAMADOU MALLAM KATCHELLA ; - Condamne HAPP'EVENT aux dépens ; - Notifie aux parties, qu'elles disposent d'un (1) mois pour faire pourvoi contre la présente décision devant la cour de cassation à compter de sa signification à HAPP'EVENT SA et de son prononcé pour MAMADOU MALLAM KATCHELLA , par dépôt d'acte de pourvoi au greffe du tribunal de commerce de Niamey. <p>Ont signé le Président et le Greffier, les jours, mois et an que suivent.</p> <p>Suivent les signatures</p>